



Ouagadougou, le 23 mars 2024

COMMUNIQUE

Le Gouvernement du Burkina Faso s'insurge contre les allégations tendancieuses et malveillantes à l'encontre des Forces combattantes burkinabè, accusées avec légèreté par l'agence de presse, Associated Press (AP), dans un article intitulé : « *Les forces de sécurité burkinabè tuent de plus en plus de civils. Les survivants ont détaillé le massacre d'un village* » et publié ce 22 mars 2024, sur le site de l'agence. Ledit article a également été repris in extenso sur le site web de africanews sous le titre, « *Burkina Faso : des survivants racontent le massacre de Zaongo* ».

En s'appuyant sur le « témoignage » de trois (3) soi-disant « rescapés », AP tente de vendre à l'opinion l'idée de ce qu'elle qualifie de « *forte augmentation des meurtres de civils par les forces de sécurité du Burkina Faso* ». A cet effet, l'agence met en avant les « certitudes » de ses prétendus témoins quant au fait que les auteurs de ces massacres « *étaient des membres des forces de sécurité, et non des djihadistes* » parce que « *vêtus d'uniformes militaires, dont l'un avec un drapeau burkinabè attaché à lui* ».

Le Gouvernement est sidéré de voir qu'une agence comme AP puisse forger sa conviction sur des explications aussi simplistes. Il est à craindre qu'elle en soit arrivée à se cacher sous la couverture du journalisme pour prendre une part active à la campagne de communication orchestrée contre le Burkina Faso et dont le but a peine voilé est de jeter le discrédit sur les Forces de défense et de sécurité (FDS) ainsi que les Volontaires pour la défense de la Patrie (VDP) qui mènent avec courage et professionnalisme un combat héroïque pour la reconquête de notre territoire et pour la paix.

Le Gouvernement trouve regrettable que des journalistes fassent le choix de surfer sur les émotions du public pour semer la confusion dans les esprits. Du reste, une enquête ouverte sur ces massacres par le Procureur du Faso près le Tribunal de grande instance de Kaya est actuellement en cours et il est plus lucide de s'en remettre à la justice plutôt que de se perdre en conjecture dans la formulation d'accusations à tort et à travers sur les auteurs présumés de ce drame qui frappe en premier les Burkinabè.

Le Gouvernement reste serein face à ces gesticulations stériles et invite les populations à se départir de ces menées déstabilisatrices qui visent à rompre le lien FDS-VDP-Nation et à saper les fondements de notre engagement collectif pour la reconquête de notre territoire et l'instauration de la sécurité et d'une paix durable.



www.sig.gov.bf/

Le Porte-parole du Gouvernement,



Rimtalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre de l'Étalon